

NIGER

PROFIL DE COMPORTEMENT COLLABORATIF (2020)

Comportement 1 : Améliorer l'orientation gouvernementale des processus de planification sectorielle

ATOUPS

Il existe un plan national approuvé dans tous les sous-secteurs EAH. Le plan national EAH comprend les objectifs de couverture du secteur EAH, les mesures spécifiques pour atteindre les groupes vulnérables. Un mécanisme officiel de coordination dirigé par le gouvernement comprend la coordination des activités dans les différents sous-secteurs EAH, le travail sur la base d'un plan national convenu, tous les ministères ou agences concernés, les donateurs qui contribuent aux activités EAH au niveau national, les parties prenantes non gouvernementales, la documentation et les informations accessibles au public.

DEFIS

Il y a une participation faible à la coordination nationale pour l'eau potable, l'assainissement, l'hygiène. Il manque des données dans cette publication sur l'alignement des activités de toutes les institutions nationales. Il manque des données sur l'alignement des activités de tous les principaux partenaires de développement.

Comportement 3 : Utiliser une plateforme d'information et de redevabilité mutuelle construite autour d'un cycle de planification, de suivi et d'apprentissage mené par le gouvernement et impliquant les parties prenantes

ATOUPS

Une évaluation nationale récente est disponible pour l'eau potable, l'assainissement. Les mécanismes nationaux d'examen impliquant les parties prenantes comprennent des actions basées sur les résultats, une prise de décision fondée sur des preuves. Le suivi et les rapports de routine comprennent les données disponibles collectées de façon routinière, les résultats accessibles à tous, une prise de décision éclairée par les données, un mécanisme de réclamation efficace concernant les services EAH.

DEFIS

Il n'y a pas eu d'évaluation nationale pendant trois ans de l'hygiène. Le suivi et les rapports de routine n'incluent pas fermement la ventilation pour évaluer les inégalités.

Comportement 2 : Renforcer et utiliser les systèmes des pays

ATOUPS

La gestion des finances publiques comprend : rapports financiers annuels complets, méthodes de passation des marchés, accès public aux informations, informations sur la gestion financière, gestion du secteur public, indépendance de la cour des comptes. Les publications permettent : l'intégration des données relatives au personnel et aux rémunérations, les contrôles internes des changements, les audits des rémunérations.

DEFIS

Un certain nombre des principaux donateurs ne rendent pas compte de l'utilisation des systèmes nationaux de passation des marchés publics (5), l'utilisation des systèmes de gestion financière des pays (5), l'appui au renforcement des systèmes/capacités sectoriels (5).

Comportement 4 : Élaborer des stratégies de financement durables pour le secteur de l'eau et de l'assainissement qui intègrent des données financières provenant des impôts, des tarifs et des transferts ainsi que des estimations des dépenses non tarifaires des ménages

ATOUPS

Des informations gouvernementales sont disponibles pour les rapports de dépenses, les dépenses du gouvernement central. Les informations supplémentaires disponibles comprennent les dépenses de support externe, les transferts publics internationaux, les transferts volontaires. Il existe un plan de financement couvrant les dépenses de fonctionnement et d'entretien dans une certaine mesure pour l'assainissement en zone urbaine, l'assainissement en zone rurale, l'eau potable en zone urbaine, l'eau potable en zone rurale.

DEFIS

Les informations gouvernementales sont incomplètes quant aux budgets, aux dépenses des États/provinces, aux dépenses des administrations locales. Les estimations de revenus ne sont pas suffisamment détaillées pour l'assainissement et l'eau potable. Les dépenses des ménages ont une disponibilité limitée quant à l'assainissement et l'eau potable.

Comportement 1 :

Améliorer l'orientation gouvernementale des processus de planification sectorielle

GOUVERNEMENT

1.1	Un plan national régulièrement revu et dirigé par le gouvernement[†], est en place et mis en œuvre^{†,‡}
★★★★★	
✓	Assainissement en zone urbaine
✓	Assainissement en zone rurale
✓	Eau potable en zone urbaine
✓	Eau potable en zone rurale
✓	Promotion de l'hygiène
✓	EAH dans les écoles
✓	EAH dans les établissements de santé
✓	Les objectifs de couverture du secteur EAH sont présents ⁱⁱⁱ
✓	Il existe des mesures spécifiques pour atteindre les groupes vulnérables. ^{iv}

GOUVERNEMENT

1.2a	Il existe un mécanisme officiel de coordination nationale impliquant les parties prenantes dirigé par le gouvernement pour la planification et la révision sectorielles[†]
★★★★★	
✓	Coordination des activités de différentes organisations/secteurs ayant des responsabilités pour l'EAH
✓	Fonctionne sur la base d'un plan national convenu
✓	Documenté et accessible au public
	La participation est inclusive[†]
✓	Tous les ministères et agences gouvernementales sont concernés
✓	Donateurs contribuant aux activités EAH au niveau national
✓	Parties prenantes non gouvernementales (ONG, OSC...)
	Des partenaires de développement ^v participent à la coordination nationale
32 %	Eau potable
13 %	Assainissement
13 %	Hygiène

PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

1.2b	Soutien au leadership gouvernemental de la planification sectorielle impliquant les parties prenantes ou le plan sectoriel EAH[†]
	Partenaires indiquant leur participation participent à la coordination nationale CARE International, Suisse, France, World Vision
	Partenaires soutenant le niveau national (3 = fortement, 1 = limité) Pas de données
	Partenaires soutenant le niveau décentralisé (3 = fortement, 1 = limité) Pas de données

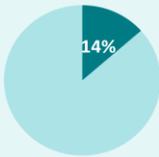
GOUVERNEMENT

1.3a.i	Activités enregistrées dans les plans nationaux EAH ou alignées par accord mutuel
★★★★★	
	Proportion d'activités alignées[†]
PD	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement
PD	ministère de l'Éducation
PD	Ministère de la santé
PD	
PD	

PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

1.3a.ii	Activités enregistrées dans les plans nationaux EAH ou alignées par accord mutuel^{†,‡}
★★★★★	
	Proportion d'activités alignées (5 principaux donateurs^{vi})
PD	Groupe de la Banque mondiale*
PD	Institutions de l'UE*
PD	Luxembourg
PD	Belgique
PD	France*
	Autres partenaires de développement
PD	Association internationale de développement
100 %	Danemark
100 %	Suisse
PD	Banque africaine de développement

PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

1.3b	APD allouée à la politique et à l'administration de l'eau et de l'assainissement et à l'éducation et à la formation^{vii,§}
	

Légende

PD	Pas de données
✓	Oui
●	Partiellement
✗	Non

* Alignement noté par le gouvernement dans l'enquête pays GLAAS 2018/2019

[†] Données divulguées par le gouvernement (enquête pays GLAAS 2018/2019)

[‡] Données des partenaires de développement (enquête GLAAS ESA 2018/2019)

[§] Données des partenaires de développement (OCDE CRS-CAD)

^{||} Données de la Banque mondiale provenant de l'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA)

[¶] Données du rapport sur les dépenses publiques et la responsabilité financière (PEFA)

Comportement 2 : Renforcer et utiliser les systèmes des pays

GOVERNEMENT

2.1a	Les systèmes de gestion des finances publiques et de passation de marchés définis par le gouvernement respectent les bonnes pratiques^{viii, ix, xi,}
★★★★★	
●	Rapports financiers annuels complets
●	Méthodes de passation de marchés publics
ND	Accès du public aux informations sur les marchés publics
●	Qualité des informations relatives au budget et à la gestion financière ^x
●	Qualité de la gestion du secteur public et qualité des institutions ^{xi}
●	Indépendance de la cour des comptes

GOVERNEMENT

2.2a	Les partenaires de développement adhèrent aux processus et aux politiques de planification du pays[‡]
★★★★★	
Pourcentage des dépenses d'APD utilisant le ou les systèmes de passation des marchés du pays (5 principaux donateurs^{vi})[‡]	
PD	Groupe de la Banque mondiale
PD	Institutions de l'UE
PD	Luxembourg
PD	Belgique
PD	France
Autres partenaires de développement ayant publié un rapport[‡]	
PD	Association internationale de développement
PD	Danemark
PD	Suisse
PD	Banque africaine de développement
Pourcentage de l'APD utilisant les systèmes de gestion des finances publiques du pays (5 principaux donateurs^{vi})^{xiii, ‡}	
PD	Groupe de la Banque mondiale
PD	Institutions de l'UE
PD	Luxembourg
PD	Belgique
PD	France
Autres partenaires de développement ayant publié un rapport[‡]	
PD	Association internationale de développement
PD	Danemark
PD	Suisse
PD	Banque africaine de développement

GOVERNEMENT

2.1b	Les publications sur le budget et les dépenses du secteur public permettent d'estimer le nombre et le coût des fonctionnaires travaillant aux niveaux central, régional et local pour différents secteurs^{xii, ¶}
★★★★★	
●	Degré d'intégration et de rapprochement entre les dossiers du personnel et les données relatives aux rémunérations
●	Rapidité des modifications apportées aux dossiers du personnel et aux rémunérations
✓	Contrôles internes des modifications apportées aux dossiers du personnel et aux rémunérations
●	Existence d'audits des rémunérations pour identifier les faiblesses du contrôle et/ou les travailleurs fantômes

GOVERNEMENT

2.2b	Montant de l'APD alloué au renforcement des systèmes nationaux par rapport aux projets d'infrastructure EAH
★★★★★	
Proportion de l'APD dans le domaine de l'EAH avec le développement participatif et la bonne gouvernance (PDGG) en tant qu'objectif⁹	
15 %	Objectif principal
22 %	Objectif significatif
26 %	Ce n'est pas un objectif
36 %	Non spécifié
Proportion de l'APD relative à l'eau et à l'assainissement pour soutenir le renforcement des systèmes/capacités sectoriels (5 principaux donateurs^{vi})[‡]	
PD	Groupe de la Banque mondiale
PD	Institutions de l'UE
PD	Luxembourg
PD	Belgique
PD	France
Autres partenaires de développement ayant publié un rapport[‡]	
PD	Association internationale de développement
PD	Danemark
PD	Suisse
PD	Banque africaine de développement

Comportement 3 :

Utiliser une plateforme d'information et de redevabilité mutuelle construite autour d'un cycle de planification, de suivi et d'apprentissage impliquant les parties prenantes dirigé par le gouvernement

GOVERNEMENT

3.1a Il existe un mécanisme d'examen officiel impliquant les parties prenantes dirigé par le gouvernement



Une évaluation nationale de l'eau potable est disponible (année de la dernière évaluation)[†]

- (2014) Eau potable
- (2014) Assainissement
- ✘ (ND) Hygiène

✓ Un mécanisme d'examen est en place pour évaluer les progrès sur une base régulière et les résultats sont appliqués[†]

✓ Le mécanisme applique une prise de décision fondée sur des preuves, y compris la prise en compte d'indicateurs convenus (par exemple, accès, maladies liées à l'EAH, financement EAH)[†]

Partenaires de développement qui indiquent faire partie d'un exercice d'évaluation mutuelle[‡]

World Vision

GOVERNEMENT

3.1b Les systèmes de suivi de routine fournissent des données fiables pour éclairer la prise de décision dans le secteur EAH[†]



✓ Des données régulièrement collectées sont disponibles sur l'assainissement et l'eau potable

● Les informations et les résultats sont accessibles à toutes les parties prenantes (c'est-à-dire que les données sont présentées dans un format utilisable)

✓ Les données collectées sont utilisées pour éclairer la prise de décision (c'est-à-dire que les résultats sont intégrés dans les systèmes de suivi ou les examens nationaux et que l'on y donne suite)

✘ Le niveau de ventilation permet d'évaluer les inégalités^{xiv}

● Les membres du public disposent d'un mécanisme de réclamation efficace concernant les services EAH

PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

3.2a Les données collectées par les programmes partenaires alimentent les systèmes de suivi nationaux[†]



Proportion de partenaires de développement communiquant les résultats du suivi aux institutions gouvernementales

- 100 % Assainissement
- 100 % eau potable
- 100 % Hygiène

Les donateurs, les ONG et la société civile rendent compte des résultats dans les systèmes de suivi nationaux[‡]

✓ Pas de données

● Pas de données

✘ Pas de données

Données non disponibles pour les autres partenaires de développement.

PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

3.2b L'APD est allouée au renforcement ou au développement (en l'absence de) des systèmes de suivi et d'évaluation[‡]

Partenaires de développement accordant la priorité à l'appui au renforcement des systèmes de suivi et d'évaluation (% de l'APD déboursée)^{xv}

✓ France (PD), IRC (PD), WaterAid (PD)

● Banque africaine de développement (PD), Suisse (PD), UNICEF (PD), CARE International (PD), UNDP (PD), Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) (PD)

✘ World Vision (PD)

Données non disponibles pour les autres partenaires de développement.

Partenaires au développement utilisant les résultats des systèmes de suivi gouvernementaux

✓ Pas de données

● Pas de données

Données non disponibles pour les autres partenaires de développement.

Comportement 4 : Élaborer des stratégies de financement durables du secteur de l'eau et de l'assainissement qui intègrent des données financières provenant des impôts, des tarifs et des transferts et des estimations des dépenses non tarifaires des ménages

GOVERNEMENT ET PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

4.1	Des données sont disponibles sur les impôts, les transferts et les tarifs et leur contribution au secteur EAH[†]
	★★★★★
●	Les budgets concernant l'EAH sont disponibles auprès des ministères et des institutions gouvernementales (1 sur 3 institutions)
✓	Les publications sur les dépenses publiques concernant le secteur EAH sont disponibles
●	Les données sur les dépenses en EAH sont disponibles : <ul style="list-style-type: none"> ✓ Gouvernement central ✗ Gouvernement d'état/provincial ✗ Gouvernement local ● Soutien extérieur pour l'EAH
✓	Les dépenses d'aides externes sont disponibles
✓	Transferts publics internationaux
✓	Transferts volontaires (ONG/fondations)
	Les estimations de revenus provenant des tarifs sont disponibles auprès des services publics ou d'autres fournisseurs de services : <ul style="list-style-type: none"> ✗ Assainissement ✗ Eau potable
	Les dépenses de ménage non tarifaires (autoapprovisionnement) sont disponibles : <ul style="list-style-type: none"> ✗ Assainissement ✗ Eau potable
	Dépenses publiées et partagées avec le gouvernement (5 plus importantes)^{vi)†}
PD	Groupe de la Banque mondiale
PD	Institutions de l'UE
PD	Luxembourg
PD	Belgique
PD	France
	Autres partenaires de développement[†]
PD	Association internationale de développement
PD	Danemark
PD	Suisse
PD	Banque africaine de développement

GOVERNEMENT

4.2	Il existe un plan de financement et la manière dont il faut couvrir les opérations et l'entretien de base (tarifs ou ménage)[†]
	★★★★★
✓	Assainissement en zone urbaine
✓	Assainissement en zone rurale
✓	Eau potable en zone urbaine
✓	Eau potable en zone rurale

PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

4.3a	Des données sont disponibles pour savoir si l'aide pour l'EAH est a) de trésorerie ou b) budgétaire
	★★★★★
	Donateurs passant par le budget national (ventilé) [‡] Pas de données
	Proportion de l'APD totale consacrée à l'eau et à l'assainissement [‡] 70 % Inclus dans le budget national
	37 % Canalisé par le trésor public
	19 % Hors budget
	11 % Appui budgétaire général
	Proportion du financement sous forme d'aide budgétaire sectorielle (5 principaux)^{vi)†}
PD	Groupe de la Banque mondiale
PD	Institutions de l'UE
PD	Luxembourg
PD	Belgique
PD	France
	Autres partenaires de développement[†]
0 %	Association internationale de développement
PD	Danemark
PD	Suisse
PD	Banque africaine de développement
	Partenaires de développement fournissant un financement commun [‡] Pas de données
	Donateurs fournissant un soutien budgétaire général [§] Fonds monétaire international, Institutions de l'UE, France, Banque africaine de développement

GOVERNEMENT ET PARTENAIRES DE DEVELOPPEMENT

4.3b	Le financement EAH est prévisible
	★★★★★
	Absorption domestique au cours des trois dernières années[†]
Plus de 75%	Assainissement en zone urbaine
Plus de 75%	Assainissement en zone rurale
Plus de 75%	Eau potable en zone urbaine
Plus de 75%	Eau potable en zone rurale
	Absorption des fonds externes au cours des trois dernières années[†]
Moins de 50 %	Assainissement en zone urbaine
Moins de 50 %	Assainissement en zone rurale
Moins de 50 %	Eau potable en zone urbaine
Moins de 50 %	Eau potable en zone rurale
	Partenaires de développement engagés à un financement pluriannuel dans le cadre d'une stratégie d'investissement pluriannuelle[†]
	France (PD), Espagne (PD), Suisse (PD), UNICEF (PD), IRC (PD), Pays-Bas (PD), Conseil de concertation pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement (WSSCC) (PD), WaterAid (PD), World Vision (PD) ✓
●	Banque africaine de développement, CARE International, Groupe de la Banque mondiale
✗	UNDP
	Données non disponibles pour les autres partenaires de développement.

À PROPOS DES PROFILS

Le partenariat mondial Assainissement et Eau pour Tous (SWA) a identifié quatre comportements collaboratifs qui, s'ils étaient adoptés conjointement par les gouvernements et les partenaires de développement, amélioreraient les performances et la durabilité à long terme dans le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène (EAH).

BASES SUR DES DONNÉES PUBLIQUES

Les profils de pays donnent un aperçu de la manière dont le gouvernement et les partenaires de développement appliquent les comportements. Les informations concernant le gouvernement et les partenaires de développement sont présentées de façon à mettre en évidence les domaines de réussite et encourager la redevabilité mutuelle. Les profils de pays 2020 constituent la deuxième série de profils pour les comportements collaboratifs et pourraient être affinés à l'avenir.

UTILISATION DES PROFILS

Ces profils sont destinés à servir de ressource aux pays et aux partenaires de développement pour examiner les données accessibles au public. Bien que les profils ne soient pas complètement exhaustifs, du fait de rassembler les données pertinentes disponibles, ils peuvent fournir un résumé global de la façon dont les gouvernements et les partenaires de développement travaillent dans le secteur selon les données publiques et constituent un point de départ pour les discussions sur la façon d'améliorer les comportements afin de renforcer la performance sectorielle à long terme.

En raison de la disponibilité limitée de données pertinentes, souvent due à des rapports incomplets dans le secteur EAH, de nombreux profils contiennent des lacunes considérables en matière de données. Ces lacunes sont présentées pour catalyser les discussions et pour déclencher des actions pour s'assurer qu'elles seront traitées lors des prochains cycles de suivi.

SOURCE D'INFORMATION

Les principales sources de données nationales comprennent l'enquête GLAAS 2018/2019 et le Rapport sur les dépenses publiques et la responsabilité financière (PEFA) et l'Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA). Les principales sources de données pour les partenaires de développement dans les profils de pays correspondent à l'enquête GLAAS 2018/2019 de l'Agence de soutien externe (ESA) et la NCD-CAD de l'OCDE. Jusqu'à cinq principaux donateurs selon la NCD-CAD de l'OCDE (2017) sont mis en évidence dans ce profil de pays. En outre, jusqu'à quatre partenaires de développement qui ont soumis des réponses à l'enquête GLAAS 2018/2019 de l'ESA et/ou à la NCD-CAD de l'OCDE ou qui ont été mis en évidence par une réponse gouvernementale dans l'enquête pays GLAAS ont été inclus pour mettre en évidence d'autres partenaires de développement qui ont publié des données sur leurs activités.

ⁱUn plan définit les objectifs à atteindre et fournit des détails sur la mise en œuvre (en fonction des politiques là où elles existent). Il indique comment l'entité responsable répondra aux exigences organisationnelles, le type de formation et de développement qui sera fourni, et comment le budget sera alloué, etc.

ⁱⁱTotalisé à partir du score cumulé des sous-indicateurs. Le niveau de réalisation est basé sur le score total divisé par le total possible. Quatre-vingts pour cent ou plus (> = 80 %) équivaut à cinq étoiles ; de soixante (60 %) à moins de quatre-vingts pour cent (< 80%), quatre étoiles ; de quarante (40 %) à moins de soixante pour cent (< 60 %), trois étoiles ; de vingt (20 %) à moins de quarante pour cent (< 40%), deux étoiles et moins de vingt pour cent (< 20 %), une étoile.

ⁱⁱⁱLes objectifs de couverture et ceux manquants peuvent être trouvés dans l'enquête pays GLAAS 2018/2019.

^{iv}Plus de spécificités sur les groupes vulnérables peuvent être trouvées dans l'enquête pays GLAAS 2018/2019.

^vLes partenaires de développement sont la société civile, les organisations non gouvernementales, les donateurs et autres parties impliquées dans l'aide au développement.

^{vi}Les principaux partenaires au développement selon le CRS-DAC de l'OCDE

^{vii}Le pourcentage et le montant total indiqués sont basés sur les dépenses de 2017 ; source : OCDE CRS-CAD, 2017.

^{viii}Données des partenaires de développement (OCDE CRS-CAD)

^{ix}Données des partenaires de développement (enquête GLAAS ESA 2018/2019)

^xDonnées divulguées par le gouvernement (enquête pays GLAAS 2018/2019)

^{xi}Données de la Banque mondiale tirées de l'évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA)

^{xii}Données du rapport sur les dépenses publiques et la responsabilité financière (PEFA)

^{xiii}Les dimensions 1 à 3 et 6 sont des scores PEFA (dépenses publiques et responsabilité financière), basés sur une échelle de A à D (<https://www.pefa.org/resources/catalog>). Les données de l'évaluation disponible la plus récente ont été utilisées (2017).

^{xiv}Les dimensions 4 et 5 sont des scores CPIA (Country Policy and Institutional Assessment) basés sur une échelle de 1,0 à 6,0.

^{xv}La qualité de la gestion budgétaire et financière évalue la mesure dans laquelle il existe un budget complet et crédible lié aux priorités politiques, aux systèmes de gestion financière efficaces et des rapports comptables et fiscaux précis et en temps utile, y compris des comptes publics vérifiés en temps voulu. (1=faible à 6=élevé) Source : <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=country-policy-and-institutional-assessment>, données 2018.

^{xvi}Le groupe Gestion et institutions du secteur public comprend les droits de propriété et la gouvernance fondée sur des règles, la qualité de la gestion budgétaire et financière, l'efficacité de la mobilisation des recettes, la qualité de l'administration publique et la transparence, la responsabilité et la corruption dans le secteur public. (1=faible à 6=élevé) Source : <http://databank.worldbank.org/data/reports.aspx?source=country-policy-and-institutional-assessment>, données 2018.

^{xvii}Les dimensions 1 à 4 sont des scores PEFA (dépenses publiques et responsabilité financière), basés sur une échelle de A à D (<https://www.pefa.org/resources/catalog>). Les données de l'évaluation disponible la plus récente ont été utilisées (2017).

^{xviii}Les données pour cet indicateur ne sont actuellement pas collectées au niveau mondial.

^{xix}Les inégalités sont évaluées pour les « populations pauvres » pour la promotion de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène. Source : Enquête pays GLAAS 2018/2019.

^{xx}Les données pour cet indicateur ne sont pas spécifiques à un pays. Source : Enquête ESA GLAAS 2018/2019. Sur la base de la question de savoir si le suivi et l'évaluation sont une priorité pour la stratégie EAH DE L'ESA et/ou les activités dans le secteur EAH.